



Monsieur Édouard PHILIPPE
Premier Ministre

Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

Paris, le 17 juillet 2017

Monsieur le Premier Ministre,

Eric BOCQUET

Alain BRUNEEL

Michelle DEMESSINE

Fabien ROUSSEL

Dominique WATRIN

Parlementaires Communistes du
Nord et du Pas-de-Calais

Le canal Seine-Nord est le premier grand projet économique et infrastructurel des Hauts-de-France depuis de nombreuses années. Sa construction pourrait engendrer 13 000 emplois pendant la phase de chantier et 50 000 postes pérennes à l'horizon 2050. Véritable levier économique, le canal Seine-Nord a vocation à devenir le maillon manquant entre la Seine et le réseau fluvial de l'Europe du Nord pour le transport de marchandises. En plus de réduire les coûts de transports pour les entreprises, il permettrait également de désengorger nos routes des milliers de camions dont l'empreinte écologique est plus que négative pour notre bien-être.

Le Gouvernement ne peut sacrifier cet investissement nécessaire pour notre avenir collectif sur l'autel de l'austérité. Il devrait au contraire permettre à notre région d'investir pour développer les transports multimodaux entre notre littoral régional, ses ports et le canal Seine-Nord.

La semaine dernière, deux ministres de votre Gouvernement ont fait savoir que certains grands projets de transports allaient être suspendus. Le Canal Seine-Nord, pourtant en gestation depuis 20 ans mais dont le financement a été finalisé serait de ceux-là.

Ainsi les plus hautes autorités trahiraient un engagement solennel de l'État pour quelques dizaines de millions d'euros « d'économies », alors que ce chantier, alternative au tout-routier, est porteur d'emplois et de dynamisme économique : nous n'arrivons pas à y croire ! Alors qu'1 million de Français vivent sous le seuil de pauvreté dans cette région, que le sentiment d'être abandonné par les pouvoirs publics grimpe en flèche, ce reniement serait lourd de conséquences en termes d'emplois, de développement économique et de transport dit écologique pour notre pays.

Nous vous demandons, ainsi qu'au Président de la République, de clarifier et de réaffirmer l'engagement de l'État sur ce dossier.

Référent :
Amaury Lebreton
Tél. : 06.10.32.41.90
a.lebreton@clb.senat.fr

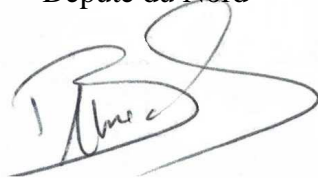
Face à tant de mépris cumulé, les parlementaires communistes soussignés appellent aussi de leurs vœux un grand plan d'urgence et de convergence pour nos Territoires et leurs habitants dans les domaines de l'emploi, de la santé, de l'habitat... pour soutenir nos communes et intercommunalités, nos Départements.

L'Etat pourrait trouver les fonds nécessaires en révisant les allègements fiscaux honteux qui subventionnent les marges des grands groupes dont les résultats récents sont pharaoniques, comme il pourrait combattre plus efficacement la fraude fiscale.

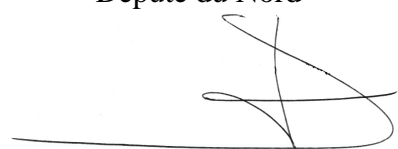
Vous avez annoncé ce jour devant l'Assemblée Nationale vouloir réunir les élus qui vous auront fait connaître leurs inquiétudes sur ce dossier, vous comprendrez que nous souhaitons y participer pour porter les aspirations des habitants de nos territoires.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération.

Alain Bruneel
Député du Nord



Fabien Roussel
Député du Nord



Eric Bocquet
Sénateur du Nord



Michelle Demessine
Sénatrice du Nord



Dominique Watrin
Sénateur du Pas-de-Calais

